



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 19 SEPTEMBRE 2017**

L'an deux mille dix sept, le dix neuf septembre à dix huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué pour une séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Georges ROUVIER, Maire.

**Présents :**

Monsieur Georges ROUVIER, Monsieur Jean-Marc MILESI, Madame Dominique BARBA, Monsieur Daniel MUNTER, Madame Laure BERDUGO, Monsieur Louis MACHUEL.

**Absents excusés avec pouvoir :**

Monsieur Christian LUQUE donne pouvoir à Madame Dominique BARBA.

**Absents non excusés :**

Monsieur Olivier CORDOLEANI, Monsieur Bruno GERTOSIO-DEPIERRE et Madame Irma MONACO.

**Secrétaire de séance :** Monsieur Jean-Marc MILESI.

Nombre de membres en exercice : 10    Nombre de membres présents : 07    Nombre de suffrages exprimés : 07  
Pour : 07    Contre : 0    Abstention : 0

\*\*\*\*\*

**DECISION MODIFICATIVE POUR LE BUDGET EAU ET ASSAINISSEMENT :**

Monsieur le Maire expose que nous avons reçu une facture de ID83 de prestations pour la STEP, arrivant sur l'exercice 2017:

Nous avons besoin de créditer le compte 617 « études et recherches » pour un montant de 2 700.00 € (deux milles sept cent euros) en prélevant sur les crédits du compte 022 « dépenses imprévues »

Art. 022 : -2 700.00 € (moins deux milles sept cent euros)

Art. 617 : + 2 700.00€ (plus deux milles sept cent euros)

**OUI** l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents décide :

- **D'ADOPTER** l'exposé de son Maire et le transforme en délibération.

Délibération certifiée exécutoire  
avant transmission en préfecture  
sous la responsabilité de Monsieur le Maire  
Conformément aux dispositions de la loi du 2 Mars 1982  
Transmise le                    2017 au représentant de l'Etat  
Réception en Sous Préfecture le .....2017  
Commune de Châteaudoable, affiché le

Le Maire  
Georges ROUVIER



Conformément au Code de justice Administrative, un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.